



General Assembly

Distr.
GENERAL

A/HRC/WG.6/2/FRA/3
[date]

Original:
ENGLISH/FRENCH

HUMAN RIGHTS COUNCIL
Working Group on the Universal Periodic Review
Second session
Geneva, 5-16 May 2008

25 March 2008

SUMMARY PREPARED BY THE OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR
HUMAN RIGHTS, IN ACCORDANCE WITH PARAGRAPH 15 (C) OF
THE ANNEX TO RESOLUTION 5/1 OF THE HUMAN RIGHTS COUNCIL

France*

The present report is a summary of 20 stakeholders' submissions¹ to the universal periodic review. It follows the structure of the general guidelines adopted by the Human Rights Council. It does not contain any opinions, views or suggestions on the part of the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), nor any judgement or determination in relation to specific claims. The information included herein has been systematically referenced in endnotes and, to the extent possible, the original texts have not been altered. Lack of information or focus on specific issues may be due to the absence of submissions by stakeholders regarding these particular issues. The full texts of all submissions received are available on the OHCHR website. The periodicity of the review for the first cycle being four years, the information reflected in this report mainly relates to events that occurred after 1 January 2004.

* The present document was not edited before being sent to the United Nations translation services.

I. BACKGROUND AND FRAMEWORK

1. Défense des Enfants International, section France (DEI), a noté que le site du Ministère des Affaires étrangères ne laisse paraître aucune information concernant l'Examen Périodique Universel (EPU). DEI a noté qu'un texte a été élaboré par des fonctionnaires dans différents ministères, harmonisé par le Ministère des Affaires étrangères et soumis pour commentaires à la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH). Selon DEI, il n'y a pas trace d'une volonté de consultation plus large impliquant les collectivités locales ou la société civile (en dehors des représentants siégeant à la CNCDH). DEI a indiqué qu'il serait intéressant de savoir si les institutions indépendantes des droits de l'homme telles que le Médiateur de la République, la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE) ou la Défenseure des enfants, ont été consultées.²

A. Scope of international obligations

2. Amnesty International (AI) called on France to sign and ratify the Optional Protocol (OP) to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CPD) and the International Convention on the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families³. La CNCDH a également déploré que la France n'ait pas signé ce traité. AI⁴, CNCDH⁵ and Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture⁶ (FIACAT) also called on France to ratify the OP to the Convention against Torture. AI further recommended the ratification of the International Convention for Protection of All Persons from Enforced Disappearance and the CPD and called on France to withdraw its reservations to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women⁷. La CNCDH a indiqué qu'elle a également demandé à la France de revenir sur la déclaration formulée en vertu de l'article 124 du Statut de la Cour pénale internationale (CPI) et a regretté le retard à transposer en droit interne l'intégralité du Statut de Rome.⁸ A ce sujet la FIACAT a noté que le Ministre de la Justice a déposé un projet de loi portant adaptation du droit français à l'institution de la CPI à l'Assemblée Nationale en 2006. Il n'a cependant jamais été inscrit à l'ordre du jour, selon la FIACAT, et a été retiré en 2007 pour être inscrit au Sénat. Au 30 janvier 2008, il n'était toujours pas inscrit à l'ordre du jour. Le texte de ce projet de loi a été soumis à la CNCDH, laquelle a rendu un avis très critique en 2006⁹. Concernant l'applicabilité de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC), DEI a regretté que, malgré une nette avancée de la jurisprudence de la Cour de Cassation en 2005, l'ambiguïté de la position de l'Etat à ce sujet conduit à une non-reconnaissance (ou une reconnaissance très partielle) du caractère normatif juridiquement contraignant de la Convention. Pour DEI, le Conseil Constitutionnel devrait pouvoir refuser les dispositions des nouvelles lois non conformes aux traités internationaux dûment ratifiés¹⁰.

B. Constitutional and legislative framework

3. DEI a noté qu'après les années 1990 durant lesquelles d'importants efforts avaient été entrepris pour assurer la conformité de la législation nationale avec la Convention relative aux droits de l'enfant, la tendance semble aujourd'hui s'inverser. DEI a ainsi observé un manque de cohérence entre les différentes lois, créant selon elle une confusion préjudiciable au respect des droits de l'enfant. La même ONG a relevé qu'on peut également craindre que certaines lois en préparation, au motif de protéger les enfants, en viennent à attenter aux principes fondamentaux des droits de l'homme.

C. Institutional and human rights infrastructure

4. Récemment, selon la CNCDH, se sont multipliées en France des « autorités administratives indépendantes » chargées de protéger les droits des citoyens. C'est le cas notamment du Médiateur de la République, du Comité consultatif national d'éthique (CCNE), de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité (CNDS), du Défenseur des enfants, etc. La création de la HALDE en 2006, a marqué, d'après la CNCDH, une étape particulièrement importante, tout comme la loi de 2007 instituant un Contrôleur Général des lieux de privation de liberté. La CNCDH a indiqué qu'elle exerce ces responsabilités dans un esprit d'indépendance et de pluralisme et que si son rôle est seulement consultatif, elle exerce pleinement son pouvoir d'auto-saisine. Elle émet également des avis sur la base de saisines du gouvernement mais a constaté une baisse significative du nombre de celles-ci, ce qu'elle a récemment vivement déploré¹¹. La CNCDH a regretté, malgré une coopération généralement satisfaisante, le faible suivi de ses avis¹². DEI a estimé que le poids de la CNCDH reste limité, d'une part en raison de son rôle consultatif et parce que ses avis ne sont pas nécessairement suivis¹³. Selon l'inter-association lesbienne, gay, bi et trans (Inter-LGTB), le budget de l'HALDE est très inférieur à celui des structures équivalentes dans d'autres pays de l'Union Européenne¹⁴. DEI a noté que le Défenseur des enfants est nommé en Conseil des Ministres et que son budget peut faire l'objet d'une censure de la part des parlementaires (comme cela a failli être le cas en 2005)¹⁵.

D. Policy measures

5. La CNCDH a indiqué qu'elle vient de recommander au gouvernement l'organisation d'une consultation nationale devant aboutir à l'adoption d'un plan national d'action sur les droits de l'homme¹⁶. DEI a noté, bien qu'il soit encore trop tôt pour juger de son rôle, que la création récente, d'un Secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, dont les droits de l'enfant sont l'une des priorités affichées, va dans le bon sens¹⁷.

II. PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS ON THE GROUND

A. Cooperation with human rights mechanisms

6. La FIACAT a relevé les nombreux retards dans le passé pour la soumission de rapports aux organes de traités de l'ONU¹⁸. La CNCDH a noté que les observations formulées par ces organes ne sont pas toujours suffisamment prises en compte par les pouvoirs publics¹⁹. La FIACAT a relevé que le gouvernement ignore régulièrement les mesures provisoires prononcées par le Comité contre la torture (CAT). Ainsi, en 2006, pour la seconde fois, la France a refusé de reconnaître l'autorité des mesures provisoires prononcées par le CAT. La FIACAT a souligné qu'en 2007, le Comité a condamné la France pour avoir expulsé un ressortissant tunisien en violation d'une recommandation émise en 2006²⁰.

B. Implementation of international human rights obligations

1. Equality and non discrimination

7. La CNCDH a noté que la France dispose d'un appareil législatif important en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations. Les pouvoirs publics apportent un soutien financier à diverses associations compétentes en la matière. La CNCDH a constaté que les actes racistes portés à la connaissance des autorités sont en baisse régulière

depuis 2005. La CNCDH a déploré que la lutte contre le racisme et l'antisémitisme soit « diluée » dans des mesures de lutte contre la violence en général et ne fasse pas suffisamment l'objet de mesures spécifiques et concertées²¹. In 2006, the Council of Europe Commissioner on Human Rights (CoE CHR) recommended that France step up efforts to combat racism, anti-Semitism and xenophobia and that it enforce existing legislation more effectively, and punish those who commit racist, anti-Semitic or xenophobic acts²². The Islamic Human Rights Commission (IHRC) noted that of the 220,000 recorded discrimination cases in France in 2006, only 43 went to trial and that the successful challenge by a litigant through the courts is not encouraging. According to IHRC, the French Government's claim that HALDE is an effective institution to tackle discrimination, particularly that experienced by women of colour, is disputed, notably due to the fact that HALDE's initial power of sanction was revoked by the government.²³ L'Inter-LGTB a informé que le code pénal ainsi que le droit du travail et du logement définissent la discrimination et incluent différents motifs, dont les mœurs et l'orientation sexuelle, et, depuis 2004, traitent à égalité l'ensemble de ces discriminations. Depuis 2005, l'agression verbale dans la rue ou sur le lieu de travail en raison de l'orientation sexuelle, du sexe ou du handicap fait l'objet d'une contravention plus sévère qu'une simple injure. L'identité de genre n'est pas un motif reconnu de discrimination dans le droit français.²⁴

2. Right to life, liberty and security of the person

8. AI indicated that the Penal Code does not contain a definition of torture along the definition set out in the Convention against Torture which is, in their view, a possible hindrance to adequate protection from torture²⁵. AI informed that for many years it has documented the authorities' response to allegations of torture or other ill-treatment and excessive use of force, including possible unlawful killings, by law enforcement officials. According to AI, internal police investigations, coupled with the discretionary powers of the prosecution, result in many ineffective prosecutions and many cases have been filed away before coming to court, even when there was credible evidence that a violation had occurred. AI indicated that even when such cases have reached court, convictions have been relatively rare, or, when they occurred, sentences have mainly been nominal. AI concluded that the Government's continued failure to address these violations has led to a climate of *de facto* impunity for law enforcement officials. Racism is a major element in many of the cases examined by AI as almost involved persons of non-European ethnic origin, most commonly of North African or sub-Saharan extraction²⁶. La FIACAT a rappelé que l'utilisation de pistolets à impulsion électrique est, selon le gouvernement français, actuellement expérimentée dans trois établissements pénitentiaires en dépit de la position du Comité contre la Torture des Nations Unies selon lequel l'usage d'armes électriques non létales « *provoque une douleur aiguë, constituant une forme de torture* », en violation des articles 1 et 16 de la CAT²⁷.

9. La section française de l'Observatoire international des prisons (OIP) a indiqué que, alors qu'elle avait été dénoncée par deux rapports parlementaires en 2000, la situation des prisons s'est sérieusement détériorée ces quatre dernières années, sous l'effet d'une politique pénale orientée vers l'incarcération - provoquant une forte inflation carcérale et générant une surpopulation record - et une politique pénitentiaire axée sur le renforcement de la sécurité. Les gouvernements successifs sont restés sourds aux recommandations des instances nationales et internationales de protection des droits de l'homme.²⁸ La FIACAT a indiqué que dans un rapport de 2007, le Comité européen de prévention de la torture (CPT) invite de

nouveau la France à prendre à bras le corps la question de la surpopulation carcérale dans les maisons d'arrêts²⁹. L'inflation carcérale constatée depuis 2002 s'est largement aggravée en 2007, constate l'OIP atteignant le record historique de 65,046 personnes en 2007, soit une augmentation de 22,3 % depuis 2002. Au 1^{er} janvier 2008, on constatait un surnombre de 11,948 détenus par rapport aux places disponibles³⁰, selon la FIACAT. Ainsi, 4 personnes en moyenne sont détenues dans 9 m². Ce surpeuplement a des incidences considérables sur les conditions de détention, avec des établissements inadaptés et vétustes, une hygiène générale défaillante, un accès aux soins compromis et limité, engendrant des tensions croissantes dans les relations entre surveillants et détenus ainsi qu'entre détenus³¹. En juillet 2007, le Ministère de la Justice a rendu publiques des projections, prévoyant 80,000 détenus en 2017, note l'OIP³².

10. Le personnel pénitentiaire est amené, d'après la FIACAT, à faire usage de la force dans certaines situations. Par mesure de protection ou de sécurité, la mesure d'isolement d'une personne incarcérée, initialement d'une durée de trois mois, peut être renouvelée indéfiniment, a indiqué la FIACAT. Outre cette absence de limitation dans le temps, les conditions de détention en isolement sont particulièrement difficiles et peuvent s'apparenter à un traitement cruel, inhumain et dégradant selon la FIACAT. Cette dernière a rapporté que le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) a rencontré lors de sa visite en France en 2006 une personne placée en isolement depuis 19 ans. La FIACAT a rappelé que le CPT relève également que l'isolement est utilisé à l'encontre de détenus nécessitant une prise en charge psychiatrique urgente³³. En 2006, l'OIP a saisi la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité (CNDS) à cinq reprises concernant des violences volontaires infligées par des surveillants à des détenus du centre pénitentiaire de Liancourt. La CNDS a relevé l'existence dans cette prison d'un climat général «*de peur et de représailles, [de] brimades*», d'actes destinés à faire régner «*la terreur et l'ordre*»³⁴. Il existe, selon la FIACAT, un décalage flagrant entre le droit pour toute personne victime de violences émanant d'une autorité dépositaire de la force publique de porter plainte, et la pratique³⁵.

11. La FIACAT a noté que le moment où une personne placée en garde à vue peut s'entretenir avec un avocat a été retardé par l'amendement, en 2004 et 2006, du code de procédure pénal³⁶. En 2006, le CPT a exprimé aux autorités françaises sa préoccupation s'agissant de ces amendements qui prolongent la durée maximale de la garde à vue à 144 heures (soit 6 jours) dans certaines circonstances exceptionnelles, tout en différant de quatre jours l'intervention éventuelle d'un avocat. Selon le CPT, en cas de prolongation envisagée de la durée maximale de la garde à vue, les garanties fondamentales devraient être renforcées³⁷. Le gouvernement a répondu sur ce point au CPT³⁸. In 2006, the CoE CHR recommended the reform of arrangements for the involvement of a counsel during police custody, asking that the assistance of a lawyer be compulsory³⁹. AI recommended that the amendment of the legislation with a view to ensuring detainees' rights to effective legal assistance, which includes the right to consult with a lawyer from the outset of police custody and throughout the period of detention⁴⁰. La Ligue des Droits de l'Homme (LDH) a relevé un recul des garanties judiciaires dans les textes en vigueur, notant que le recours à la détention provisoire est possible dès que la peine encourue est de trois ans. En outre, la LDH s'est inquiétée du fait que le critère de trouble à l'ordre public est rétabli et que les pouvoirs du Parquet sont accrus⁴¹. Human Rights Watch (HRW) expressed concern that the lack of safeguards during police custody undermines the right of detainees to an effective defence at a critical stage⁴². It further noted that France's criminal justice approach to countering terrorism is based on a centralized system in which specialized investigating magistrates have broad powers to detain

potential suspects for up to six days in pre-arraignment police custody (*garde à vue*) and charge them with an ill-defined offense of “criminal association to commit a terrorist act” (*association de malfaiteurs*). Investigations into alleged international terrorism networks in France can often last for years, during which time large numbers of people are detained, interrogated and remanded into pre-trial detention on the basis of minimal proof, including the wives and partners of primary suspects⁴³. The *association de malfaiteurs* charge, considered the cornerstone of the French pre-emptive counterterrorism model, has been criticized as arbitrary and lacking in legal certainty, according to HRW. Based on its research, HRW was concerned that due to the combination of an overly broad offense and application of a low standard of proof for remand into pre-trial detention, individuals are placed in what is akin to unlawful administrative detention⁴⁴.

12. AI noted that it has repeatedly highlighted the problem of violence against women in France. It stated that according to official data, 127 women were killed by their partner in 2006 and noted that almost one in 10 women in France has been a victim of domestic violence. The procedures to access justice are slow and complex and migrant women face additional difficulties⁴⁵. According to the Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (GIEACPC), corporal punishment is lawful in the home under the parental “right of correction” in customary law. Children have limited protection from violence under the Criminal Code, and GIEACPC noted that Research reveals a high prevalence of corporal punishment. It indicated that there is no explicit prohibition in law of corporal punishment in schools and in alternative care settings⁴⁶.

3. Administration of justice and the rule of law

13. La CNCDH a noté que de nombreuses réformes, le plus souvent à l’occasion de lois de circonstance, ont été entreprises récemment dans le domaine de l’administration de la justice. Elles aboutissent – selon la CNCDH - à une complexité croissante du code de procédure pénale, à des restrictions apportées à certains droits fondamentaux dans un contexte sécuritaire accru, et à une remise en cause de principes fondamentaux tels que la non-rétroactivité de la loi pénale. La CNCDH a ainsi eu à plusieurs reprises l’occasion de faire part au gouvernement de ses préoccupations dans le cadre de la lutte contre la récidive et la délinquance, au regard notamment du principe de la stricte nécessité et de proportionnalité des peines⁴⁷. La LDH⁴⁸ et l’OIP⁴⁹ ont noté lors des cinq dernières années une régression des droits et libertés sans précédents depuis 1945. Selon la LDH, la justice est de plus en plus expéditive, les condamnations de plus en plus lourdes et les prisons de plus en plus remplies. Quant à la prévention de la criminalité, en particulier pour les mineurs, elle se trouve selon la LDH de plus en plus délaissée en faveur d’un dispositif de plus en plus répressif dont l’unique indicateur de réussite est le nombre de personnes détenues⁵⁰. The CoE CHR stated in 2006 that in the long term, the increasing speed with which the law is changing may create a problem of legal insecurity, since legal professionals will no longer have time to prepare themselves for the coming into force of new texts⁵¹. La CNCDH a regretté les multiples modifications portées à l’ordonnance de 1945 relative à l’enfance délinquante, en rappelant la priorité accordée par cette ordonnance à l’éducatif sur le répressif, et en affirmant le principe du privilège de juridiction (juridiction spécialisée du tribunal et des magistrats pour enfants). La CNCDH a souligné que ces mesures, notamment le fait que l’excuse atténuante de minorité devienne l’exception et non plus le principe pour les mineurs de plus de 16 ans, sont contraires à l’esprit des textes internationaux selon lesquels un mineur de moins de 18 ans doit bénéficier d’une justice prenant en compte les spécificités de son âge et pour lequel la

peine d'emprisonnement doit être l'exception⁵². La LDH a exprimé des préoccupations similaires⁵³.

4. Freedom of religion or belief, expression, association and peaceful assembly, and right to participate in public and political life

14. The Institute on Religion and Public Policy (IRPP) noted that the Government generally respects freedom of religion in practice and the freedom to practice any religion. However, it noted that some religious and human rights groups are concerned about legislation passed in 2001 and 2004 that provide for the dissolution of groups under certain circumstances and ban the wearing of conspicuous religious symbols by public school employees and students⁵⁴. The Becket Fund for Religious Liberty (BFRL) noted that the Law of 1905 concerning the separation of the churches and the State (known as "*loi sur la laïcité*") is still in place, and that the strict separation between church and state is interpreted to limit the expression of religion in the public space. In the opinion of BFRL, the effects of this application have been most difficult for minority religions like Islam and new religious movements⁵⁵. IRPP informed that the 2004 law banned all conspicuous religious symbols including the Muslim headscarf, Jewish skullcap, Sikh turban, and large Christian crosses. According to IRPP, while the intent of the law was to create neutrality and religious tolerance in public schools, it has created controversy and intolerance⁵⁶. According to BFRL, the law in effect creates conditions in which minority groups are required to surrender their distinctive characteristics, basic fundamental beliefs, and tenets for the sake of assimilating into the "French" culture. Since its adoption, at least 48 children have been expelled from schools, noted BFRL, underlining that this figure does not account for the number of children who either stopped going to school after the ban came into affect, switched to a private school, or enrolled in a distance learning system⁵⁷. IRPP indicated that it agrees with the findings of the UN Special Rapporteur on Freedom of Religion and Belief in her 2006 report on France that this law "denies the rights of those minors who have freely chosen to wear a religious symbol to school as part of their religious belief" and that "the implementation of the law by educational institutions has led, in a number of cases, to abuses that provoked humiliation, in particular amongst young Muslim women." IHRC also expressed concern that the law is deeply discriminatory and violates the rights of Muslim girls and women who wear the headscarf⁵⁸. It further noted the effect of the ban in the public sector in general as well as in the private sector, including cases of dismissals of women wearing headscarves in crèches, banks and human rights organisations. They also reported cases of women being removed from juries for wearing the hijab or denied access to places of civil registration if they refuse to remove the hijab.⁵⁹ The IHRC⁶⁰ and IRPP⁶¹ recommended that under these circumstances, the law needs to be repealed or reconsidered. They indicated that in 2008, the Ministry of Interior announced that it will re-examine the 1905 law to make it more accommodating and provide more freedom for all religions in France⁶². According to IRPP, it is not only the Muslim populations that are facing discrimination; anti-Semitic acts increased in France by 6 percent in 2006, and violent incidents rose more sharply, from 99 in 2005 to 134 in 2006⁶³.

15. BFRL informed that in 1995, a parliamentary commission on cults in France was established which determined a set of criteria to identify such organizations, including mental destabilization, exaggerated financial contributions, offence to physical integrity, recruitment of children, public order offences⁶⁴. The commission also released a list of 173 groups, identified as "cults" worthy of public caution. The evidence used by the commission included judicial decisions and testimonies of former "cult" members, according to BFRL. Following

the report, a government body (the current version is the Inter-Ministerial Monitoring Mission against Sectarian Abuses - MIVILUDES) was created to monitor the activities of such religious “cults”. In 2001, the About-Picard law was passed, which, according to BFRL, placed tighter restrictions on associations, especially “cults,” and facilitated the dissolution of such groups. BFRL indicated that members of minority religious groups report numerous instances of discrimination as a result of the About-Picard law, including towards children of sect members within the school system. Groups identified in the 1995 report continue to face difficulties building houses of worship or expressing their religions in public, stated BFRL⁶⁵. IRPP noted that the Inter-ministerial Mission to monitor and combat sectarian abuse, known as MIVILUDES (*Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires*), has contributed to the stigmatization of targeted religious faiths in France. IRPP recommends a reform of this organization to ensure that it is objective and promotes religious freedom for all⁶⁶.

16. Selon le Centre d’Information et de Conseil des Nouvelles Spiritualités (CICNS), depuis environ vingt-cinq ans, des individus, des familles ou des associations soupçonnés d’être liés à une secte subissent des assauts de la police nationale ou de la gendarmerie⁶⁷. Le Mouvement Raëlien Européen (MRE) a noté que de manière constante cette liste est utilisée pour justifier des atteintes gravement préjudiciables au Mouvement Raëlien, à ses membres et à son fondateur ce qui contribue à créer et renforcer un climat de haine à l’encontre des minorités religieuses⁶⁸. Human Rights Without Frontiers International (HRWFI) indicated that three entities funded by the State are active in promoting religious discrimination within France. According to HRWFI, MIVILUDES for instance promotes religious discrimination through stigmatization of faith groups which are minorities. HRWFI indicated that in 2006 the UN Special Rapporteur on Freedom of Religion and Belief called on France to cease “the stigmatization of members of certain religious groups or communities, including those whose members have never committed any criminal offence under French law” and that “future actions of MIVILUDES will be in line with the right to freedom of religion and belief and avoid past mistakes.”⁶⁹

17. The overall situation of media in France is good, according to the Office of the OSCE Representative on Freedom of the Media (OSCE RFOM). OSCE RFOM indicated that it had intervened on five occasions between January 2005 and December 2007. OSCE RFOM noted that previous attempts to force journalists in France to reveal their confidential sources, further highlights the need to introduce provisions for the protection of journalists’ sources, as promised by Mr Sarkozy on 12 April 2007, and in line with the European Court of Human Rights case law⁷⁰.

5. Right to social security and to an adequate standard of living

18. La CNCDH a indiqué qu’elle a mené depuis une vingtaine d’années un travail continu sur la question de la grande pauvreté. Elle s’est félicité des avancées récentes en matière d’opposabilité du droit au logement, mais a noté que l’accès à l’ensemble des droits reste inégal. Des efforts devraient être entrepris afin de développer de pôles d’assistance juridique, d’aide aux démarches administratives, et d’assurer la garantie de voies de recours effectives⁷¹. DEI a considéré comme un enjeu prioritaire pour l’Etat de stopper l’accroissement de population qui vit en dessous du seuil de pauvreté⁷².

6. Right to education and to participate in the cultural life of the community

19. La CNCDH a participé à la révision des programmes scolaires et à la mise en place du plan national d'action pour l'éducation et la formation aux droits de l'homme dans le cadre de la Décennie des Nations Unies⁷³. DEI a constaté un décalage entre des programmes scolaires affirmant un attachement à l'enseignement des droits de l'homme et la mise en œuvre réelle dans les établissements scolaires qui reste très théorique et passe après l'enseignement des disciplines dites « fondamentales »⁷⁴.

7. Minorities and indigenous peoples

20. The Society for Threatened Peoples (STP) stated that it is deeply concerned about the situation of indigenous peoples in France's overseas departments and territories. In French Guyana the indigenous peoples are concerned, according to STP, that France's assimilation policy does not take their culture, tradition and language into account. Social discrimination and alcoholism pose a great problem for all indigenous peoples, according to STP. French-Guyana is considered to be a resourceful region in which natural resources are legally and illegally exploited on a scale that massively affects indigenous peoples⁷⁵. In French Polynesia, human rights of indigenous peoples have been violated according to STP. Between 1966 and 1996, France conducted 46 nuclear tests as well as 147 underground nuclear tests on the atolls of Moruroa and Fangataufa. According to STP, up to 15,000 Maohi-aborigines worked in the nuclear testing facility but the authorities deny that the nuclear tests had negative medical consequences⁷⁶ although recent medical surveys show that 85 per cent of the veterans of the nuclear testing facility suffer from medical problems and that 32.4 per cent got cancer. STP informed that the Maohi demand that French authorities no longer keep the severe medical consequences of the nuclear tests as a secret and take responsibility on this matter. They recommended that the Maohi must receive free medical treatment and compensation for their long-term health problems, childlessness, and inability to work; that surviving family members benefit from a pension. They noted that so far, French authorities have remained unwilling to comply with their fiduciary duty for former employees of the nuclear testing facility⁷⁷.

8. Migrants, refugees and asylum-seekers

21. La CNCDH a noté des modifications fréquentes et substantielles de la législation concernant les étrangers – soulignant qu'elle n'a jamais été consultée par le gouvernement à cet égard- relevant une complexité accrue qui porte selon elle atteinte à certains droits fondamentaux (en particulier le droit d'asile, le droit à la vie privée et familiale, le droit à un procès équitable). La LDH a partagé ce point de vue⁷⁸. La CNCDH s'est également inquiétée de l'érosion des principes de base de la *Convention relative au statut des réfugiés*, (concept de pays « sûrs » et accès à la procédure d'asile), constatant en particulier qu'un nombre croissant de demandeurs d'asile ne bénéficie pas d'un examen équitable de leur demande de protection: l'accès à la procédure normale d'instruction de la demande est aléatoire et le droit au recours suspensif de plus en plus fréquemment remis en cause, ce qui porte atteinte à l'effectivité du recours devant la cour nationale du droit d'asile⁷⁹. L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE) a rappelé qu'en 2007, la Cour européenne des droits de l'homme constatait que la procédure relative à la non-admission des étrangers sur le territoire français était contraire aux articles 3 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme. Elle a aussi dénoncé l'absence d'un recours effectif contre les refus d'entrée sur le territoire⁸⁰. La FIACAT a rapporté qu'en 2006, 30,7 % des demandes d'asile ont fait l'objet

d'une procédure prioritaire⁸¹. Outre les conséquences sociales de cette procédure (notamment l'exclusion du dispositif d'hébergement ou le non versement de l'allocation temporaire d'attente), l'examen de la demande d'asile se trouve affecté par l'absence de recours suspensif contre les décisions de rejet de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et la procédure accélérée d'examen de la demande d'asile par l'OFPRA⁸².

22. La FIACAT a indiqué que les réformes successives de la procédure de demande d'asile et de la procédure contentieuse administrative ont créé des procédures expéditives, sans recours effectif. La procédure de demande d'asile prévue pour les personnes retenues dans les centres de rétention administrative est particulièrement préoccupante⁸³. L'ANAFE a noté que lorsque les lieux d'hébergement dit hôteliers (ZAPI 3 - Zone d'attente pour personnes en instance) sont saturés, les personnes sont maintenues dans l'aérogare de l'aéroport de Roissy dans des conditions inhumaines⁸⁴. L'ANAFE a constaté qu'en 2006, 515 mineurs isolés ont été placés en zone d'attente à l'aéroport de Roissy (ce chiffre ne comprend pas les mineurs «majorisés», au nombre de 89 en 2006 pour Roissy) dont 327 ont fait l'objet d'un refoulement. Pour l'ANAFE, le placement en zone d'attente d'un mineur isolé est incompatible avec la Convention relative aux droits de l'enfant (arts. 3 et 37) et est réprouvé de manière absolue par le HCR. In 2006, the CoE CHR indicated that the law on admission to French territory does not distinguish between minors and adults, and minors are not automatically admitted. This legal vacuum, which also exists in other European countries, is contrary to several provisions of the CRC⁸⁵. Actuellement, selon l'ANAFE, les enfants de plus de 13 ans sont maintenus en zone d'attente sans être séparés des adultes, en violation de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les moins de 13 ans sont séparés des adultes mais dans des conditions qui restent encore opaques (lieu inconnu, inaccessible aux membres de la famille, à l'administrateur ad hoc ou à l'ANAFE, sous la responsabilité de personnes dont les garanties ne sont pas justifiées)⁸⁶. DEI a également noté que l'application par les préfets des consignes gouvernementales concernant la régularisation ou la reconduite aux frontières des étrangers en situation irrégulière conduit, tout particulièrement depuis 2006, à des violations quasi quotidiennes des droits des enfants directement concernés⁸⁷. Lors des tentatives de refoulement, certaines personnes ont déclaré avoir subi des violences policières. En 2006 l'ANAFE a recueilli 30 témoignages de violences policières⁸⁸.

9. Human rights and counter-terrorism

23. HRW indicated that over the past five years, France has forcibly removed dozens of foreign residents accused of links to terrorism and extremism. It noted that available Government figures indicate that 71 individuals described as "Islamic fundamentalists" were forcibly removed from France between 2001 and 2006. Fifteen of these were described as imams. Though not a new policy, national security removals now form an integral part of France's national strategy to counter violent radicalization and recruitment to terrorism, according to HRW. The procedures for national security removals do not provide sufficient guarantees to prevent violations of fundamental human rights, including the right to be free from torture and ill-treatment, the right to freedom of expression, and the right to family and private life. HRW indicated that its primary concern is that those subjected to a national security removal do not have the right to an automatic in-country appeal. HRW was also concerned that removal procedures tend to result in administrative expulsions in lieu of criminal prosecutions to deal with foreigners accused of extremism and fomenting radicalization. According to HRW, using immigration powers allows the Government to bypass the more stringent procedural safeguards built into the criminal justice system. Another concern raised by HRW is that forced removals can interfere with the right to family

and private life of the individuals removed and their relatives in a way that infringes international human rights law⁸⁹.

III. ACHIEVEMENTS, BEST PRACTICES, CHALLENGES AND CONSTRAINTS

24. La CNCDH s'est félicitée de la révision constitutionnelle de 2007 qui inscrit l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances (art.66)⁹⁰. Concernant les mariages forcés, la CNCDH a accueilli avec intérêt la modification de l'âge minimum du mariage pour les filles, relevé à 18 ans comme pour les garçons⁹¹.

25. IRPP stated that French laws regarding the protection of the freedom of religion are evolving. In 2003, a law was passed against crimes of a "racist, anti-Semitic, or xenophobic" nature, and in 2004 legislation further increased punishment for "hate" crimes. According to IRPP, the Government regularly applies these laws in prosecuting anti-Semitic crimes. The President of France took an active public role in denouncing and combating anti-Semitism wherever he encountered it, including personally overseeing the dismantlement last year of the website operated by the an anti-Semitic group⁹².

IV. KEY NATIONAL PRIORITIES, INITIATIVES AND COMMITMENTS

25. AI welcomed the pledges made by France in the Human Rights Council in 2006 and encourages France to publicly report on the state of implementation of these pledges⁹³.

V. CAPACITY-BUILDING AND TECHNICAL ASSISTANCE

26. AI welcomed France's commitment to increase its voluntary contribution to OHCHR in order to facilitate technical assistance and its pledge to double its contribution to the UN Voluntary Fund for the Victims of Torture, and requests confirmation that such contributions have already been made or that a timeline is in place to do so⁹⁴.

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org. (One asterisk denotes a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council. Two asterisks denote a national human rights institution with “A” status.)

Civil society

AI	Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK)*
ANAFE	Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, UPR submission, January 2008, Paris
BFRL	The Becket Fund for Religious Liberty, UPR submission, January 2008, Washington DC (USA)*
CICNS	Centre d'Information et de Conseil des Nouvelles Spiritualités, UPR submission, January 2008, Montpezat de Quercy
DEI	Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis*
ERM	European Raelian Movement, UPR submission, January 2008, London (UK)
FIACAT	Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR joint submission, January 2008, Paris*
GIEACPC	Global initiative to End All Corporal Punishment of Children, UPR submission, January 2008, London (UK)
HRW	Human Rights Watch, UPR submission, January 2008, New York (USA)*
HRWF	Human Rights Without Frontiers, International, UPR submission, January 2008, Brussels (Belgium)
Inter-LGTB	L'interassociative lesbienne, gai, bi et trans, ILGA-Europe, UPR joint submission, January 2008, Paris and Brussels (Belgium)*
IHRC	Islamic Human Rights Commission, UPR submission, January 2008, London (UK)*
IRPP	Institute on Religion and Public Policy, UPR submission, January 2008, Washington (USA)
LDH	Ligue des droits de l'Homme, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), UPR submission, January 2008, Paris*
OIP	Observatoire international des prisons, section française, UPR submission, January 2008, Paris
STP	Society for Threatened Peoples, UPR submission, January 2008, Göttingen (Germany)*
Dr. S. Palmer (Concordia University), UPR submission, January 2008, Montreal (Canada)	

National Human Rights Institution(s)

CNCDH	Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris**
-------	--

Regional Inter-Governmental Organizations

- CoE Council of Europe, UPR Submission, January 2008:
- Report by Mr. Alvaro Gil-Robles, Commissioner for Human Rights, on the effective respect for human rights in France following his visit from 5 to 21 September 2005, Council of Europe, 2006
 - Rapport au Gouvernement de la République française relatif à la visite effectuée en France par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants (CPT) du 27 septembre au 9 octobre 2006, Conseil de l'Europe, 2007
 - Réponses du Gouvernement de la République française au rapport du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants (CPT) relatif à la visite effectuée en France du 27 septembre au 9 octobre 2006, Conseil de l'Europe, 2007
 - European Commission against Racism and Intolerance, Third report of France, adopted on 25 June 2004, Council of Europe, 2005
 - Letter dated 20 February 2006 from France to the Council of Europe
 - Letter dated 7 April 2006 from France to the Council of Europe
 - Ratifications: France
 - Council of Europe: main Pending cases against France

OSCE RFOM Organization for Security and Co-operation in Europe, Office of the OSCE Representative on Freedom of the Media, UPR Submission, January 2008

- ² Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis, p.1.
- ³ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 1
- ⁴ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 1
- ⁵ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ⁶ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 5.
- ⁷ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 1.
- ⁸ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ⁹ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 5.
- ¹⁰ Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis, p.1.
- ¹¹ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 2.
- ¹² Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, pp. 3-4.
- ¹³ Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis, p.3.
- ¹⁴ L'interassociative lesbienne, gai, bi et trans, ILGA-Europe, UPR submission, January 2008, Paris and Brussels (Belgium), p. 1.
- ¹⁵ Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis, p.3.
- ¹⁶ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 2.
- ¹⁷ Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis, p.3.
- ¹⁸ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 5.
- ¹⁹ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, pp. 3-4.
- ²⁰ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 5.
- ²¹ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 4.
- ²² Council of Europe, UPR submission, January 2008, Report by Mr Alvaro Gil-Robles, Commissioner for Human Rights, on the effective respect for human rights in France, following his visit from 5 to 21 September 2005, p. 100.
- ²³ Islamic Human Rights Commission, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 2.

-
- ²⁴ L'interassociative lesbienne, gai, bi et trans, ILGA-Europe, UPR submission, January 2008, Paris and Brussels (Belgium), p. 1.
- ²⁵ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 4.
- ²⁶ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 4.
- ²⁷ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ²⁸ Observatoire international des prisons, section française, UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ²⁹ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ³⁰ Observatoire international des prisons, section française, UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ³¹ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ³² Observatoire international des prisons, section française, UPR submission, January 2008, Paris, pp. 1-2.
- ³³ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 2.
- ³⁴ Observatoire international des prisons, section française, UPR submission, January 2008, Paris, p. 3.
- ³⁵ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 2.
- ³⁶ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 2.
- ³⁷ Conseil de l'Europe, UPR soumission, January 2008, Rapport au Gouvernement de la République française relatif à la visite effectuée en France par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du 27 septembre au 9 octobre 2006, p.11.
- ³⁸ Conseil de l'Europe, Réponse du Gouvernement de la République française au rapport du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) relatif à sa visite effectuée en France du 27 septembre au 9 octobre 2006, p. 25-26.
- ³⁹ Council of Europe, UPR submission, January 2008, Report by Mr Alvaro Gil-Robles, Commissioner for Human Rights, on the effective respect for human rights in France, following his visit from 5 to 21 September 2005, p. 96
- ⁴⁰ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), pp. 3-4.
- ⁴¹ Ligue des droits de l'Homme, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), UPR submission, January 2008, Paris, pp. 1-2.
- ⁴² Human Rights Watch, UPR submission, January 2008, New York (USA), pp. 4-5.
- ⁴³ Human Rights Watch, UPR submission, January 2008, New York (USA), p. 4.
- ⁴⁴ Human Rights Watch, UPR submission, January 2008, New York (USA), pp. 5-6
- ⁴⁵ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 5.
- ⁴⁶ Global initiative to End All Corporal Punishment of Children, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 2.
- ⁴⁷ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 3.
- ⁴⁸ Ligue des droits de l'Homme, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ⁴⁹ Observatoire international des prisons, section française, UPR submission, January 2008, Paris, p. 3.
- ⁵⁰ Ligue des droits de l'Homme, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ⁵¹ Council of Europe, UPR submission, January 2008, Report by Mr Alvaro Gil-Robles, Commissioner for Human Rights, on the effective respect for human rights in France, following his visit from 5 to 21 September 2005, para. 11.
- ⁵² Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 5.
- ⁵³ Ligue des droits de l'Homme, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), UPR submission, January 2008, Paris, pp. 2-3.
- ⁵⁴ Institute on Religion and Public Policy, UPR submission, January 2008, Washington (USA), p. 1.
- ⁵⁵ The Becket Fund for Religious Liberty, UPR submission, January 2008, Washington DC (USA), pp. 1-2.
- ⁵⁶ Institute on Religion and Public Policy, UPR submission, January 2008, Washington (USA), p. 1.
- ⁵⁷ The Becket Fund for Religious Liberty, UPR submission, January 2008, Washington DC (USA), pp. 2-3.

-
- ⁵⁸ Islamic Human Rights Commission, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 3.
- ⁵⁹ Islamic Human Rights Commission, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 3.
- ⁶⁰ Islamic Human Rights Commission, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 4.
- ⁶¹ Institute on Religion and Public Policy, UPR submission, January 2008, Washington (USA), pp. 2-3.
- ⁶² Institute on Religion and Public Policy, UPR submission, January 2008, Washington (USA), p. 1.
- ⁶³ Institute on Religion and Public Policy, UPR submission, January 2008, Washington (USA), p. 4.
- ⁶⁴ The Becket Fund for Religious Liberty, UPR submission, January 2008, Washington DC (USA), p. 4.
- ⁶⁵ The Becket Fund for Religious Liberty, UPR submission, January 2008, Washington DC (USA), pp. 4-5. See also Prof. S. Palmer (Concordia University), UPR submission, January 2008, Montreal (Canada), p. 1.
- ⁶⁶ Institute on Religion and Public Policy, UPR submission, January 2008, Washington (USA), p. 3.
- ⁶⁷ Centre d'Information et de Conseil des Nouvelles Spiritualités, UPR submission, January 2008, Montpezat de Quercy, p. 1.
- ⁶⁸ European Raelian Movement, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 2.
- ⁶⁹ Human Rights Without Frontiers, International, UPR submission, January 2008, Brussels (Belgium), pp. 1-2.
- ⁷⁰ Organization for Security and Co-operation in Europe, Office of the OSCE Representative on Freedom of the Media, UPR Submission, January 2008, pp. 1-2.
- ⁷¹ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 5.
- ⁷² Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis, p. 5.
- ⁷³ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 5.
- ⁷⁴ Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis, p.4.
- ⁷⁵ Society for Threatened Peoples, UPR submission, January 2008, Göttingen (Germany), p. 1.
- ⁷⁶ Society for Threatened Peoples, UPR submission, January 2008, Göttingen (Germany), p. 2.
- ⁷⁷ Society for Threatened Peoples, UPR submission, January 2008, Göttingen (Germany), p. 2.
- ⁷⁸ Ligue des droits de l'Homme, Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), UPR submission, January 2008, Paris, p. 3.
- ⁷⁹ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 4.
- ⁸⁰ Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, UPR submission, January 2008, Paris, pp. 5-6.
- ⁸¹ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 3.
- ⁸² Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 4.
- ⁸³ Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, ACAT-France, UPR submission, January 2008, Paris, p. 3.
- ⁸⁴ Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, UPR submission, January 2008, Paris, p. 4.
- ⁸⁵ Council of Europe, UPR submission, January 2008, Report by Mr Alvaro Gil-Robles, Commissioner for Human Rights, on the effective respect for human rights in France, following his visit from 5 to 21 September 2005, para. 287
- ⁸⁶ Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, UPR submission, January 2008, Paris, pp. 4-5.
- ⁸⁷ Défense des Enfants International, Section française, UPR submission, January 2008, Saint-Denis, p.2.
- ⁸⁸ Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers, UPR submission, January 2008, Paris, pp. 6-7.
- ⁸⁹ Human Rights Watch, UPR submission, January 2008, New York (USA), pp. 1-4.
- ⁹⁰ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 1.
- ⁹¹ Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, UPR submission, January 2008, Paris, p. 3.
- ⁹² Institute on Religion and Public Policy, UPR submission, January 2008, Washington (USA), p. 4.
- ⁹³ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 5.
- ⁹⁴ Amnesty International, UPR submission, January 2008, London (UK), p. 5.